



L' « islamogauchisme » : un leurre pour refuser de répondre aux revendications ?

En s'en prenant à un supposé « islamogauchisme » qui serait présent à l'université, Frédérique Vidal a repris le refrain de Jean-Michel Blanquer. Alors même que le tollé était général contre ses prises de position et les mesures qu'elle envisage, elle a réitéré sa volonté de dépêcher une « enquête » ou « étude » sur ce thème : elle bénéficie donc du soutien du président Macron et du gouvernement. Ces atteintes aux libertés académiques et à l'indépendance des universitaires et des chercheurs, cette volonté d'instaurer une police de la pensée et un contrôle de conformité idéologique au sein même de l'université, participent d'une attaque d'ampleur en provenance des sommets de l'État.

FO ESR dénonce cette attaque et demande que la ministre retire ses propos, renonce à dépêcher une « enquête » ou « étude », cesse de bénéficier à ce sujet de toute solidarité à la tête de l'État.

Les problèmes urgents de l'heure, ce n'est pas le supposé « islamogauchisme » qui gangrènerait les universités, ce n'est pas d'enquêter sur les éventuels méfaits d'un fantôme ; c'est l'exigence d'un nombre croissant de collègues de pouvoir faire cours en présentiel, c'est la casse des missions et des diplômes universitaires organisée à l'abri du bouclier du « distanciel », ce sont les demandes des étudiants, parfois tardivement et partiellement prises en compte sous la pression (repas à 1 €), le plus souvent ignorées.

Dans ces circonstances, FO ESR apporte son soutien à la mobilisation des jeunes organisée le 16 mars et appelle à y participer pour que la ministre réponde aux revendications :

- **l'abrogation de la LPR, machine à contractualiser, à précariser et à étouffer la liberté de recherche ;**
- **la réouverture à 100 % des universités avec la reprise de tous les cours pour tous ceux qui le souhaitent ; le retrait des circulaires ministérielles qui interdisent cette reprise ;**
- **les titularisations et créations de postes et tous les moyens nécessaires pour pouvoir fonctionner normalement, que l'épidémie soit appelée à durer ou non ;**
- **le retrait de la réforme des masters MEEF et des concours d'enseignement, qui, en retardant d'un an le passage du concours et en contractualisant les étudiants MEEF, aurait entre autres pour effet de rendre encore plus difficile la situation des étudiants qui se destinent à la profession d'enseignant. Le jeudi 11 mars sera une journée de grève et de mobilisation pour obtenir le retrait de cette réforme, FO ESR appelle tous les personnels à s'y joindre ;**
- **la satisfaction des revendications économiques et sociales des étudiants.**